UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

L'impasse !

Pas d'évolution de la position algérienne vis-à-vis de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Alger est dans l'expectative et attend toujours de recevoir le projet de déclaration de Paris.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La question de la participation de Bouteflika au sommet des chefs d'Etat, prévu le 13 juillet prochain pour proclamer officiellement la naissance de l'UPM, n'a pas encore été tranchée.

Les réserves de l'Algérie demeurent entières après la tenue de la 15e conférence ministérielle du Forum méditerranéen.

La présence d'Israël, le fonctionnement des structures, leurs attributions et leur financement suscitent toujours autant d'interrogations. Alger va même jusqu'à remettre en cause l'appellation du projet. Il ne s'agit là que de réserves «officielles» car l'Algérie voit également d'un très mauvais œil le partage des rôles qui lui confère un statut «inférieur» à celui du Maroc et de l'Egypte.

A l'issue de la rencontre qui a réuni jeudi et vendredi les onze pays membres du Forum méditerranéen (l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, la Tunisie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et la Turquie) plus la Slovénie en tant que présidente en exercice de l'Union européenne (UE) et la Libye en tant que présidente en exercice de l'Union du Maghreb arabe (UMA), le flou reste total.

Le chef de la diplomatie algérienne, qui a animé une conférence de presse à la fin des travaux, a tenté d'expliquer ce «oui… mais» de l'Algérie. Il en ressort qu'un projet d'une «telle envergure» ne peut susciter une adhésion totale, reconnaissant que les questionnements de l'Algérie trouvaient un «début de réponse» qui, visiblement, n'a pas encore totalement convaincu. «Il faut encore beaucoup d'efforts pour éclaircir certaines notions comme celle de la responsabilité partagée, la question des initiatives. Il faut donner du sens et du contenu», dit-il. En clair, l'Algérie — et pas seulement selon Medelci — est en attente de réponses claires à des sujets bien définis.

Photo : Samir Sid

L'Algérie veut plus d'éclairages pour s'y impliquer activement.

Et visiblement, aucune réponse ne sera clairement apportée avant le mois de juillet.

D'ailleurs, les ministres des Affaires étrangères réunis à Alger ont retenu le principe d'organiser une rencontre à Paris à la veille du sommet des chefs d'Etat.

Et là encore, Medelci a tenu à préciser qu'«il ne faut pas s'attendre à ce que les choses s'éclaircissent comme par miracle le 13 juillet. Il ne s'agit là que d'un lancement officiel».

C'est dire que ce projet prend les relents d'un épisode à rebondissements avec, en toile de fond, des intérêts diamétralement opposés.

N. I.

Pas de normalisation avec Israël, selon Medelci

Mourad Medelci est formel : pas de normalisation avec Israël dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. «Le processus de Barcelone n'a pas permis de le faire, pas plus que ne le fera l'UPM. La normalisation est un autre sujet, un autre débat qui répond à des considérations et ne peut se faire qu'après un retour à la situation d'avant-67 avec la restitution de la terre», dira le ministre des Affaires étrangères qui estime que le principe de la «participation à géométrie variable» devrait permettre aux pays membres de n'adhérer aux projets qu'en fonction des «affinités». En plus clair, si l'Algérie ne souhaite pas traiter avec Israël, aucune clause ne l'y obligera. Medelci reconnaît néanmoins que la participation d'Israël à l'UPM pose problème à l'Algérie.

N. I.

BERNARD KOUCHNER :

«L'UPM appartient désormais aux deux rives de la Méditerrannée»

Avare en déclarations, le chef de la diplomatie française, qui est venu opérer un véritable forcing, a indiqué que «l'UPM n'est désormais plus un projet français. Le projet appartient aux deux rives de la Méditerranée». Bernard Kouchner ne désespère toujours pas de convaincre Bouteflika de prendre part au sommet de Paris, prévu le 13 juillet prochain.

N. I.

CAMPAGNE D'ÉVANGÉLISATION

Ghoulamallah accuse les sectes

Le ministre des Affaires religieuses a déclaré, jeudi, que les campagnes d'évangélisation en Algérie sont menées par certaines sectes étrangères. Bouabdallah Ghoulamallah estime que ces organisations ont créé une forme «d'opposition politique».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ghoulamallah revient une nouvelle fois sur le dossier des campagnes d'évangélisation en accusant cette fois-ci des organisations activant dans le mouvement sectaire. «Ce sont des sectes, elles activent même en Europe. Les représentants de ces sectes sont des Algériens et des étrangers. Il y a des Suisses, des Américains, des Français et des Algériens qui vivent à l'étranger», a-t-il affirmé, jeudi, en marge d'une séance plénière de l'APN consacrée aux questions orales.

Pour le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, les campagnes d'évangélisation menées par ces sectes ne sont qu'une simple façade religieuse et que l'objectif réel est de déstabiliser l'Etat et la société.

«C'est une opposition qui ne se caractérise pas par des objectifs politiques. Elle est instrumentalisée à des fins politiques et vise l'Etat et l'identité nationale (…) Ils sont comme les terroristes qui disaient propager l'islam alors que ce n'était pas leur véritable objectif», a souligné Ghoulamallah. Lors de son passage devant les députés, il a prôné la mise en œuvre d'une «politique claire» de protection du discours national. «Il faut élaborer une politique claire qui consacre une cohérence entre le discours religieux et le discours national.

Photo : Samir Sid

«Des sectes dont l'objectif est de déstabiliser l'Etat et la société».

Elle devra veiller à la protection du discours national de toute manipulation étrangère et de toute exploitation religieuse conjoncturelle.»

A la question d'un député relative à la formation dans son secteur, Bouabdallah Ghoulamallah a expliqué qu'il y a actuellement 1 966 imams diplômés des instituts spécialisés.

Il a également annoncé le recrutement d'une trentaine de morchidate.

T. H.

SANTÉ

Des centres de chimiothérapie dans chaque wilaya

Le ministre de la Santé a annoncé, jeudi, l'ouverture d'au moins un centre de chimiothérapie dans chaque wilaya. Selon Amar Tou, qui répondait à une question orale d'un député de Djelfa, son département construira d'ici l'année prochaine, 168 centres de chimiothérapie au niveau national qui viendront renforcer les 17 existants.

T. H.